

430 LM 1/36

SOCIÉTÉ
NATIONALE
des
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

Ve

Distribution à 30 ct.
15 NOV 1939

CIRCULAIRE N° 1
POUR L'APPLICATION
DE LA NOTE GÉNÉRALE
SÉRIE VOIE ET BATIMENTS

Sous-Série Affaires Générales N° 11-A⁹

Paris, le 8 novembre 1939.

COL.

Nm.
72

PRÉSENTATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX
PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS

Article 1^{er}. — Préambule.

La Note Générale Série Voie et Bâtiments, Sous-Série Affaires Générales N° 11 - A⁹ du 11 septembre 1939 a fixé les principes de la passation des marchés de travaux pendant la durée des hostilités.

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités administratives de présentation des marchés, notamment à l'égard du Commissariat Général à la Construction et au Bâtiment qui vient d'être institué au Ministère des Travaux Publics.

TITRE I

Principes Généraux

Article 2. — Approbation et contrôle des marchés à l'intérieur de la S.N.C.F.

Les circulaires n° 1, n° 2 et n° 3, pour l'application de l'Ordre Général n° 17 ont fixé les limites de compétence des autorités de la S.N.C.F. en ce qui concerne l'approbation des marchés pendant la durée des hostilités.

Ces limites sont pour les marchés de travaux les suivantes :

- Le Comité approuve les marchés de toute importance.
- Le Président jusqu'à 20 millions.
- Le Directeur Général jusqu'à 8 millions.
- Le Directeur du Service V ⁽¹⁾ jusqu'à 4 millions.
- Les Directeurs des Régions jusqu'à 2 millions.

Les Instructions Générales « Service Spécial » série Organisation de la S.N.C.F. n° 1 (voir article 7 modifié par le rectificatif n° 1 du 4 septembre 1939), et n° 8 (tirage du 18 septembre 1939) indiquent comment sont exercés le contrôle a priori et le contrôle a posteriori des marchés :

Tous les marchés d'un montant supérieur à 2 millions doivent être soumis au contrôle a priori de M. le Chef du Service Technique de la Direction Générale.

La Division du Contrôle des Marchés exerce le contrôle a posteriori des marchés d'un montant supérieur à 400000 f non soumis au contrôle a priori. En outre, elle étudie a posteriori ceux des marchés soumis au Contrôle a priori que M. le Directeur Général lui renvoie pour examen.

Article 3. — Présentation des marchés à la Commission des Marchés.

Un décret et un arrêté du 1^{er} septembre 1939, publiés au *Journal officiel* du 9 septembre 1939, ont fixé les conditions du fonctionnement de la Commission des Marchés pendant la guerre.

Les marchés dont le montant net dépasse 2 millions sont à soumettre à la Commission des Marchés, même lorsqu'il s'agit de travaux entièrement remboursés par la Guerre ou par une autre Administration.

Article 4. — Présentation des marchés au Commissariat Général à la Construction et au Bâtiment.

Deux décrets du 9 et du 12 septembre 1939, parus dans le *Journal officiel* du 13 septembre 1939, ont institué et fixé la composition de cet organisme, qui dépend du Ministère des Travaux Publics.

Le Commissariat Général a été créé pour assurer la coordination dans toute la France, à l'exception de Paris et du Département de la Seine, des travaux de toute nature dont l'exécution est décidée par les différentes Administrations civiles et militaires.

Il fixe, en liaison avec l'Autorité Militaire, les priorités et les dispenses de réquisition ; il indique aux Services les entreprises auxquelles il convient de s'adresser compte tenu de leurs ressources en personnel et matériel et des travaux qui leur ont déjà été confiés ; il intervient pour procurer aux titulaires des marchés le matériel, les matériaux et le personnel dont ils ont besoin. Dans le cas de marchés de gré à gré, il peut même désigner l'entreprise à laquelle le travail doit être confié.

(1) Service Central des Installations Fixes.

L'organisation du Commissariat Général a fait l'objet d'un arrêté du 16 septembre 1939 (*Journal officiel* du 17 septembre 1939) dont l'article 4 est ainsi rédigé :

« Pour l'exécution des ouvrages publics, le Commissaire Général devra être saisi « par les Administrations des projets de marchés établis après appel à la concurrence « ou de gré à gré.

« Le Commissaire Général visera, pour exécution, ces projets de marchés, et pour « les marchés de gré à gré, désignera les entrepreneurs. »

Il est précisé que ces dernières dispositions visent tous les marchés de travaux, y compris ceux exécutés à Paris et dans le département de la Seine.

Il a été décidé, en accord avec le Commissariat Général, que les marchés de travaux de la S.N.C.F. de toute nature, sauf toutefois ceux de signalisation et de téléphonie, seraient portés à la connaissance de cet organisme dans les conditions suivantes :

- 1° toutes les relations entre le Commissariat Général et la S.N.C.F. seront assurées par l'intermédiaire du Service V,
- 2° il sera adressé mensuellement, au Commissariat Général, la liste des marchés d'un montant compris entre 100000 f et 400000 f, passés directement par les Régions,
- 3° le Commissariat Général aura communication des marchés compris entre 400000 f et 2000000 f dès la signature et la notification des marchés à leur titulaire par les Régions,
- 4° les marchés de plus de 2000000 f seront soumis au Commissariat Général avant signature.

Article 5. — Rôle du Comité de Coordination de l'Action des Entreprises de Travaux Publics et du Bâtiment dans le Département de la Seine.

Ce Comité a été institué par décret du 7 septembre 1939 publié au *Journal officiel* du 9 septembre 1939 ; son rôle est ainsi défini par l'Article 4 de ce décret :

« Le Comité a la mission, compte tenu de l'urgence des différents chantiers ou « verts ou à ouvrir dans le département de la Seine, urgence considérée du point de « vue exclusif de la défense nationale, de décider quels sont les travaux publics ou « privés qui doivent être entrepris, poursuivis ou interrompus, de manière à utiliser au « mieux des intérêts généraux toutes les ressources en personnel et en matériel. »

Il en résulte que le Comité de Coordination a besoin, pour exercer utilement son action, de connaître les travaux dont l'exécution immédiate est considérée comme absolument indispensable du point de vue de la défense nationale et qui ne pourraient être poursuivis ou entrepris faute de trouver un entrepreneur disposant des ressources suffisantes.

Les demandes que les Régions auront à établir à cet égard devront être adressées au Service V ; elles comporteront l'indication de leur degré d'urgence et seront accompagnées de toutes suggestions utiles.

Le Service V transmettra ces demandes au Comité de Coordination par l'intermédiaire de M. l'Ingénieur en Chef des Ponts-et-Chaussées du Département de la Seine.

L'intervention du Comité de Coordination ne dispensera pas de faire connaître les marchés correspondants au Commissariat Général à la Construction et au Bâtiment, dans les conditions indiquées à l'Article 4 ci-avant.

TITRE II

Modalités d'Application

Article 6. — Marchés compris entre 100000 f et 400000 f.

Les Régions adresseront, le 5 de chaque mois, au Service V, en deux exemplaires, et au Service A (1), en un exemplaire, la liste des marchés compris entre 100000 f et 400000 f, passés directement par elles au cours du mois précédent, les marchés de travaux de signalisation et de téléphonie et les marchés de fournitures que les Régions auraient eu exceptionnellement à passer directement figurant sur des listes à part.

Ces listes remplacent pendant la durée des hostilités les états visés à la Note Générale - Série Organisation de la S.N.C.F. - n° 4 - A⁴ (page 5 - 2° colonne - avant-dernier alinéa) qui ont fait l'objet de la lettre Veg¹ $\frac{60\ 100-4}{82}$ du 16 février 1939. Elles seront établies sur l'imprimé modèle I.F.69 (voir l'annexe ci-jointe).

Article 7. — Marchés compris entre 400000 f et 2 millions.

Dès signature et notification d'un marché de cette catégorie à son titulaire, il sera adressé au Service V, sous bordereau modèle I.F.29 (joint à la lettre Veg¹ $\frac{60\ 210-2}{26}$ du 20 juin 1938), un exemplaire du dossier du marché comprenant :

- | | |
|--|--|
| — la lettre d'appel d'offres, | } établis sous la forme et dans les conditions prescrites par la Note Générale Série V.B Sous-Série Affaires Générales n° 8 A ⁶ . |
| — le cahier des charges spéciales, | |
| — la lettre d'offres, | |
| — la lettre de commande et ses annexes (détail estimatif, série de prix, dessins). | |

Le bordereau modèle I.F. 29 sera complété comme il a été précisé par la lettre Veg¹ $\frac{60\ 210-2}{26}$ du 20 juin 1938.

Ce dossier sera soumis par le Service V au Commissariat Général à la Construction et au Bâtiment, sauf en ce qui concerne les marchés de signalisation et de téléphonie. Il sera, en principe, retourné à la Région dans un court délai sous le bordereau I.F. 29, le Commissariat Général et le Service V conservant respectivement la copie « A3 » et la fiche « A5 » attenantes au bordereau.

Par ailleurs, la Région adressera un autre exemplaire du dossier du marché au Service A pour contrôle a posteriori dans les conditions de la Note Générale Série Ap provisionnements, Commandes et Marchés n° 9 A⁹.

(1) Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés.

Article 8. — Marchés d'un montant supérieur à 2 millions.

Ces marchés seront, en principe, soumis en « minute » au Service V sous bordereau modèle I.F. 29.

Lors de cette communication, le Service V avisera le Commissariat Général de la préparation du marché, sauf en ce qui concerne les marchés de signalisation et de téléphonie ; il lui demandera, en outre, son avis sur la liste des entreprises à consulter, ou, s'il s'agit d'un marché de gré à gré, lui demandera d'agrée, ou de désigner l'entreprise avec laquelle il convient de traiter.

Le marché, retourné à la Région, puis, mis au point, sera adressé à nouveau au Service V qui le soumettra au Commissariat Général, aux autorités compétentes de la S.N.C.F. et à la Commission des Marchés.

Après approbation, signature et retour à la Région, une copie du marché sera adressée, s'il y a lieu, au Service A pour contrôle a posteriori.

Pour les diverses transmissions entre les Régions et le Service V, le bordereau modèle I.F. 29 et ses copies seront utilisées comme il a été précisé par la lettre Veg¹ $\frac{60\ 210-2}{26}$ du 20 juin 1938, avec cette différence que le Commissariat Général à la Construction et au Bâtiment conservera la Copie « A3 » du bordereau I.F. 29.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

d'un montant supérieur à 100000 f
et inférieur ou égal à 400000 f

19

(1) { G. — Gré à gré
A.D. — Adjudication
A.V. — Avenant.
T. — Traité.

